

MOHAMED CHAFIK MESBAH

# «Le système n'est pas mûr

**Le système politique algérien n'est toujours pas mûr pour accepter le principe d'une transition démocratique à travers un scrutin libre et démocratique. C'est la conclusion à laquelle est parvenu Mohamed-Chafik Mesbah suite à l'analyse des résultats des élections législatives du 10 mai 2012. Dans cet entretien, l'ancien officier des services de renseignement dresse le bilan des treize années de pouvoir de Abdelaziz Bouteflika, ses actions politiques et diplomatiques ainsi que ses relations avec l'armée et le DRS.**

Le Soir d'Algérie : Le taux de participation de 43% enregistré officiellement lors des élections législatives du 10 mai dernier vous paraît-il réaliste ?

Mohamed Chafik Mesbah : Toutes les supputations qui ont précédé le scrutin des législatives pronostiquaient, en effet, un taux d'abstention plus fort. Il existe deux manières d'expliquer les résultats annoncés par le Conseil constitutionnel. La première consiste tout simplement à prendre acte de ce résultat à défaut de pouvoir les contester. Il s'agit d'un constat formel qui biaise, par avance, l'analyse car elle reposerait sur des données qui ne sont pas véritablement validées. La seconde manière c'est le constat dynamique. Sans pouvoir démontrer par des preuves irréfragables, il est probable que le taux de participation se situe plus bas. Probablement aux alentours de 20%. Beaucoup d'observateurs, de manière empirique, ont pris le pouls de la participation à travers des appels téléphoniques directs au niveau des bureaux de vote à travers le territoire national ou des témoignages fiables recueillis auprès de relations personnelles ou familiales. Les résultats recueillis par cette méthode empirique, de l'ouverture à la clôture du scrutin, a défaut de fournir des chiffres avérés, dégage l'impression d'un climat de désaf-

**N'oublions pas, également, que le président Abdelaziz Bouteflika s'est assuré d'un certain répit en découplant état-major de l'ANP et services de renseignement. Désormais, l'état-major est aveugle face à la société politique.**

fection de la population. Naturellement sur le plan du droit pur, pour contester les résultats annoncés, il est nécessaire de disposer de preuves. Il faut admettre que les pouvoirs publics ont organisé ce scrutin avec un certain savoir-faire qui ne permet pas de lever les pans obscurs qui peuvent avoir entouré ce scrutin. D'autant que les observateurs de l'Union européenne ont apporté leur caution à propos du bon déroulement des élections. Les pouvoirs publics, pourrait-on dire, sont dans leur rôle. Ce qui est le plus étonnant, c'est l'attitude des partis supposés constituer l'opposition qui se cantonnent à un discours creux de dénonciation de la «fraude» sans apporter aucun élément probant de preuve. Ne nous fatiguons pas à ergoter sur la manipulation éventuelle des chiffres. La question fondamentale devrait porter sur l'état d'esprit qui aura prévalu auprès des pouvoirs publics. A cet



Photo : DRS

égard, le système en Algérie, pas seulement le régime, ne semble pas suffisamment mûr pour un scrutin annonciateur d'une réelle transition démocratique. C'est le seul constat qui vaille la peine d'être énoncé.

**Quel aurait été l'intérêt, pour les pouvoirs publics, de «gonfler» le taux de participation ?**

Pour gommer, aux yeux de l'opinion publique internationale, l'image pesante du fossé qui oppose société en général et pouvoirs publics. Deux sociétés cohabitent en Algérie. La société virtuelle composée des institutions et des appareils ainsi que des personnels qui les composent. La société réelle composée de la grosse majorité de la population qui vit en marge des institutions officielles. L'intérêt consiste donc à effacer l'image de cette fracture de manière que les pouvoirs publics disposent d'une légitimité opposable à la communauté internationale.

**Par delà le taux de participation, quelle lecture faites-vous des résultats proprement dits de ce scrutin ?**

Les observateurs s'attendaient bien à ce que l'Alliance présidentielle soit reconduite avec, le cas échéant, un certain rééquilibrage entre les formations qui la composent. Personne ne s'attendait, cependant, que le résultat octroyé au Front de libération nationale atteigne le niveau record de 220 sièges. Dans les permanences des partis de l'Alliance présidentielle, les résultats recensés dans la matinée du vendredi, c'est-à-dire le jour suivant le scrutin, la tendance était, certes, en faveur du FLN mais avec un score de 120 sièges. Il était suivi de l'Alliance verte qui aurait obtenu 80 sièges puis le Rassemblement national démocratique remporterait près de 40 sièges. C'était une arithmétique plausible dans le contexte considéré.

Les résultats annoncés ont bouleversé cet ordre des choses. Nonobstant les incidences du scrutin proportionnel, toute laisse supposer que des élections ont été gérées de manière administrative comme cela est le cas, au demeurant, pour toute la vie politique en Algérie.

**En somme, vous affirmez que le scrutin du 10 mai 2012 est entaché de fraude...**

Encore faut-il pouvoir prouver cette fraude. Il est possible d'évoquer des présomptions de fraude, mais il est impossible de la démontrer. Les pouvoirs publics, avisés ont agi intelligemment tant pour ce qui concerne la neutralisation du mouvement associatif que pour la caution gagnée, difficilement contestable, des observateurs de l'Union européenne. Encore une fois, ce qui frappe l'attention c'est l'indigence de l'opposition qui, à ce jour, n'a pas

réussi à mettre en place des mécanismes susceptibles de démasquer la fraude.

**Il est donc difficile de prouver la fraude...**

Difficile mais pas impossible. Lors des précédentes élections, notamment lors des élections présidentielles successives depuis 1999, combien de fois l'attention des candidats et des partis politiques a été attirée sur l'intérêt de mettre en place des sondages «sortie d'urnes». Cela revient, d'abord, à sélectionner des bureaux de vote qui constitueraient une sorte d'échantillon du corps électoral.

Cela consiste, ensuite, à répartir, les enquêteurs — militants ou représentants du mouvement associatif — à travers ces bureaux de vote pour recueillir, directement, le vote exprimé par ces électeurs dès leur devoir accompli. Rassemblés et collationnés, ces résultats donnent les grandes tendances du scrutin avant l'annonce des chiffres officiels. La démarche nécessite, toutefois, le parrainage d'une organisation internationale respectée et le concours d'un institut de sondages de grande notoriété.

C'est dans ces conditions qu'un sondage «sortie d'urnes» avait été organisé, au Chili, lors du référendum constitutionnel qui avait provoqué le départ du général Pinochet. En

**Ce qui, à propos des services de renseignement, pourrait intéresser le président de la République c'est le message subliminal qu'il veut laisser pour l'histoire, à savoir qu'il aura été le chef de l'Etat qui aura mis au pas toutes les institutions et appareils, DRS inclus.**

toute honnêteté, il est permis de s'interroger si, entre l'opposition et les pouvoirs publics, il n'existe pas un gentlemen-agreement qui permet au système de perdurer.

**Qui aurait été le chef d'orchestre de cette fraude ?**

Ne nous fourvoyons pas à citer nommément des responsables. C'est le système qui n'est pas mûr pour des élections transparentes et libres. Peu importe que ce soient les services de renseignement, le gouvernement ou l'administration locale qui soient à l'origine de la fraude. Le système réfractaire au déroulement d'un scrutin libre démontre n'est pas mûr pour la transition démocratique. C'est cela le plus important.

**Quel a été le rôle de la justice lors de cette élection puisque, pour la première fois, une commission composée, exclusivement, de magistrats a supervisé le scrutin ?**

Inversons la question. Depuis que M. Abdelaziz Bouteflika est président de la République, la justice a-t-elle connu un fonctionnement totalement régulier ? Le juge a-t-il rendu le droit en son âme et conscience, plutôt que sur injonction ? Alors posez-vous cette question et en fonction de la réponse nous pourrions juger le comportement des magistrats à l'épreuve du dernier scrutin législatif. Il n'est pas possible de soumettre l'appareil judiciaire, plus d'une décennie durant, à la règle de l'ukase puis, allégrement, demander aux juges de s'en remettre à leur conscience. Il n'existe pas, en la matière, de génération spontanée, cela vaut pour l'appareil judiciaire comme pour toutes les autres institutions de l'Etat.

**Revenons aux résultats du scrutin. Un FLN largement majoritaire à l'Assemblée populaire nationale, c'est pour quel objectif ?**

Sur le plan pratique, c'est-à-dire opérationnel, l'objectif pour les pouvoirs publics, c'est de pouvoir exercer un contrôle hégémonique sur la procédure de révision de la Constitution au niveau de la nouvelle Assemblée populaire nationale. Avec le score du FLN conforté par celui du RND, il n'existe aucun risque de dérapage par rapport à la «feuille de route» préalablement tracée.

**Entretien réalisé par Tarek Hafid**

**Comment expliquer, néanmoins, la trop forte suprématie du courant nationaliste au sein de cette Assemblée...**

Nous sommes en présence, en effet, d'une représentation excessive pour le FLN comme pour le RND d'ailleurs. Il se pourrait que le score du MSP ait été minoré. D'un point de vue formel, nous sommes en présence de trois pôles politiques. Un pôle nationaliste dominant — le FLN et le RND —, un pôle islamiste affaibli — l'Alliance Verte — et un pôle «démocratique» diminué que symbolise le Front des forces socialistes encore cantonné dans un ghetto régional. Faut-il accepter ces résultats formels ou plutôt les contester ? Difficile de les contester efficacement en l'absence de preuves de fraude irréfragables. Tenons en nous alors à l'aspect formel qui nous permet de souligner que c'est, au total, la gestion administrative de la vie politique.

**Quelle est, finalement, votre lecture des résultats de ce scrutin législatif ?**

Cette lecture doit être envisagée par rapport au scrutin présidentiel de 2014. Deux scénarios semblent se profiler. Premier scénario, c'est celui qui vise à faire accéder aux com-

mandes de l'Etat une majorité islamiste qui parviendrait au pouvoir à la faveur d'un scrutin libre. Cette option semble avoir les faveurs du président de la République. M. Abdelaziz Bouteflika est doué d'un sens tactique qui lui permet d'observer la posture des pays occidentaux — et Dieu seuls s'il accorde de l'importance à l'avis de ces pays — consistant à disqualifier, dans le monde arabe, la mouvance nationaliste au profit de la mouvance islamiste. Escomptant, par conséquent, la bienveillance active du monde occidental ainsi que la neutralité de l'institution militaire, le président de la République mise sur ce scénario pour pouvoir, le cas échéant, organiser son retrait de la scène politique. Plus que l'impunité, M. Abdelaziz Bouteflika doit rechercher la gloire en voulant accéder au Panthéon de l'Histoire avec ce qu'il présenterait comme le parachèvement de sa politique dite de «réconciliation nationale».

**Quel est le second scénario ?**

Il semble exister au sein du régime un pôle qui, prenant appui sur le nouveau poids électoral du FLN et du RND, veut faire prévaloir une option nationaliste maximaliste. Ce scénario privilégie la thèse de spécificité algérienne, une thèse selon laquelle il serait possible de contourner l'écueil du «Printemps arabe» sans devoir passer par un processus de transition démocratique. C'est un peu le scénario mis en œuvre par le pouvoir syrien, la violence en moins.

**Un FLN «islamisé», avec Abdelaziz Belkhadem à sa tête, ce ne pourrait pas être le parti islamiste que M. Abdelaziz Bouteflika veut mettre en place ?**

C'est une option ouverte. Si tant est qu'elle n'est pas déjà en branle. M. Abdelaziz Bouteflika qui manque cruellement de temps pour bâtir un nouveau parti ne dispose pas, non plus, de vrais leaders politiques capables de le seconder. A défaut, pourquoi ne reporterait-il pas, en effet, son attention sur le FLN en vue de «l'islamiser». M. Abdelaziz Belkhadem dispose du profil requis pour la besogne. Sans garantie de résultat, il est vrai. Il risque de rencontrer une obstruction implacable chez les militants de base de ce parti, pathologiquement rîvés au socle nationaliste et réfractaires au libéralisme débridé.